

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 16 juin 2015

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, avril 2015	2
Les investisseurs étrangers ont acheté des titres canadiens pour un quatrième mois d'affilée en avril, ayant ajouté 12,9 milliards de dollars à leurs avoirs. Parallèlement, les investissements canadiens en titres étrangers ont repris, les acquisitions s'étant établies à 6,6 milliards de dollars au cours du mois, principalement des titres étrangers non américains.	
Postes vacants, moyenne de trois mois se terminant en mars 2015	6
Les entreprises canadiennes ont déclaré 232 000 postes vacants en mars, soit 23 000 de plus que 12 mois plus tôt. Il y avait 5,9 chômeurs pour chaque poste vacant, en baisse par rapport aux 6,7 enregistrés en mars 2014. Cette baisse du ratio s'explique par l'effet combiné de la diminution du nombre de chômeurs et de l'augmentation du nombre de postes vacants.	
Radiodiffusion privée, 2014	17
Étude : Indications empiriques du rapport entre le commerce et la productivité basées sur des données au niveau des entreprises canadiennes	20
Exportations des grains, selon les destinations finales, avril 2015	22
Nouveaux produits et études	23



Communiqués

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, avril 2015

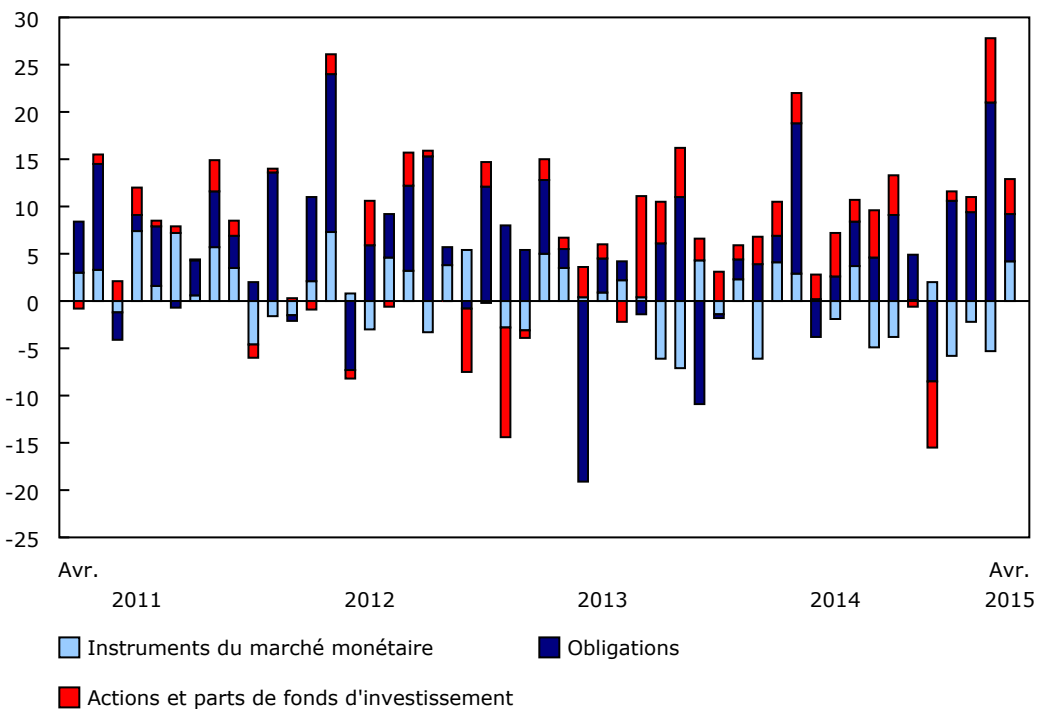
Les investisseurs étrangers ont acheté des titres canadiens pour un quatrième mois d'affilée en avril, ayant ajouté 12,9 milliards de dollars à leurs avoirs. Parallèlement, les investissements canadiens en titres étrangers ont repris, les acquisitions s'étant élevées à 6,6 milliards de dollars au cours du mois, principalement des titres étrangers non américains.

Les investissements étrangers en titres canadiens se poursuivent

Les investissements étrangers en titres canadiens se sont chiffrés à 12,9 milliards de dollars en avril, ce qui représente un quatrième mois consécutif d'investissements. Les investisseurs étrangers ont continué d'ajouter tant des actions que des titres d'emprunt canadiens à leurs avoirs au cours du mois. Depuis le début de l'année, les acquisitions étrangères de titres canadiens ont totalisé 50,1 milliards de dollars, soit près de trois fois le montant enregistré pendant la même période en 2014.

Graphique 1 Investissements étrangers en titres canadiens

milliards de dollars



Source(s) : Tableau CANSIM 376-0131.

Les investissements étrangers en titres d'emprunt canadiens se sont chiffrés à 9,3 milliards de dollars en avril, et se sont répartis de façon presque égale entre les instruments à long terme et à court terme. Les investisseurs non-résidents ont acquis 5,0 milliards de dollars d'obligations canadiennes, surtout en raison d'investissements en obligations du gouvernement fédéral, lesquels ont été relativement importants pour un troisième mois consécutif.

Une réduction des avoirs étrangers en obligations des administrations publiques provinciales et des sociétés, essentiellement sous forme de remboursements, a modéré les acquisitions totales d'obligations canadiennes en avril. Les taux d'intérêt à long terme au Canada ont augmenté de 26 points de base en avril.

Les investisseurs étrangers ont repris leurs acquisitions sur le marché monétaire canadien en y injectant 4,2 milliards de dollars en avril. Cette activité était surtout concentrée dans les bons du Trésor du gouvernement fédéral, les investissements étrangers de 3,0 milliards de dollars dans ces instruments représentant la plus forte entrée de fonds depuis décembre 2012. Le reste de l'activité au cours du mois a été observé principalement dans les effets de sociétés privées. Les taux d'intérêt à court terme au Canada ont augmenté de 12 points de base en avril, après une baisse marquée de 37 points de base au premier trimestre. Le dollar canadien s'est apprécié de 3,9 cents US par rapport à la devise américaine au cours du mois, ce qui constitue la hausse la plus prononcée en 42 mois.

Les investissements étrangers en actions canadiennes ont atteint 3,7 milliards de dollars en avril, soit un quatrième mois consécutif d'activité de ce genre. Le cours des actions canadiennes a augmenté de 2,2 % pendant le mois et de 4,1 % depuis le début de l'année.

Les acquisitions canadiennes de titres étrangers reprennent

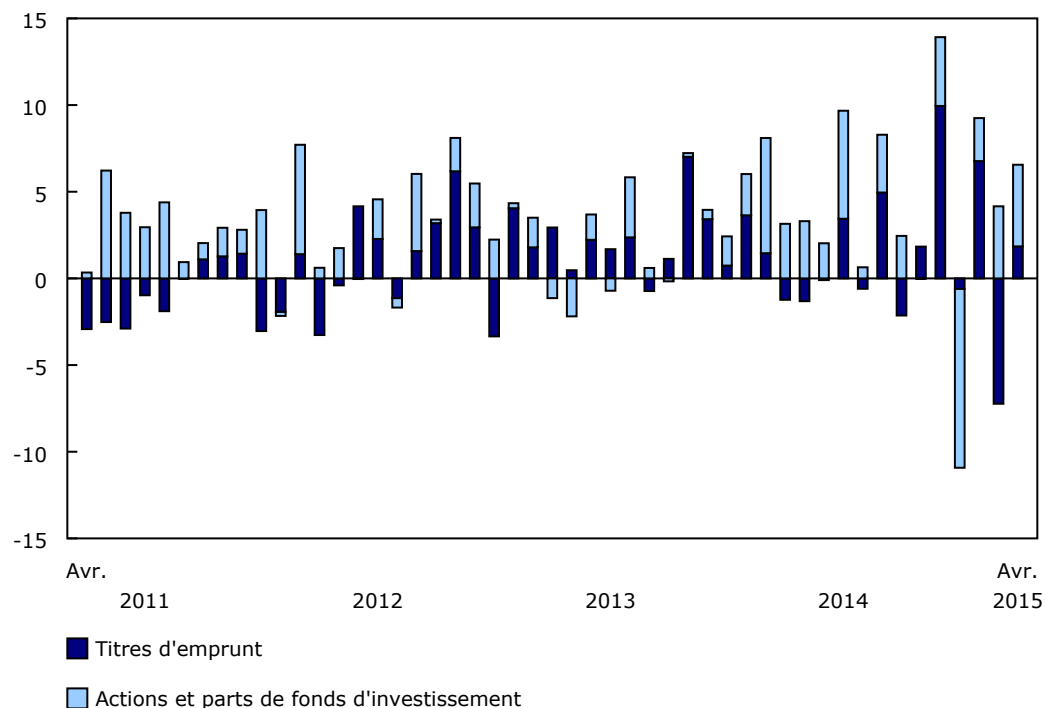
Les investissements canadiens en titres étrangers ont repris en avril, les acquisitions s'étant établies à 6,6 milliards de dollars. Il s'agit surtout d'investissements en instruments étrangers non américains.

Les investissements canadiens en actions étrangères se sont chiffrés à 4,7 milliards de dollars et représentaient plus des deux tiers des acquisitions totales en avril. Les sorties de fonds se sont concentrées dans les actions étrangères non américaines. Après un désinvestissement considérable en janvier, les investissements en actions étrangères se sont raffermis ces trois derniers mois, les principaux marchés boursiers étrangers ayant tous affiché une croissance au cours de cette période.

Les investisseurs canadiens ont acheté pour 1,8 milliard de dollars de titres d'emprunt étrangers en avril, après un important désinvestissement en mars. Les acquisitions d'obligations étrangères autres qu'américaines ont représenté la majeure partie des investissements et les plus importants investissements de ce genre depuis mai 2013. Les avoirs canadiens en obligations du Trésor américain étaient à la baisse pour un deuxième mois consécutif. Les taux d'intérêt à long terme aux États-Unis ont reculé de 10 points de base en avril.

Graphique 2 Investissements canadiens en titres étrangers

milliards de dollars



Source(s) : Tableau CANSIM 376-0131.

Note aux lecteurs

Les séries de données sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions et parts de fonds d'investissement, en obligations et en instruments du marché monétaire, tant pour les émissions canadiennes qu'étrangères. Cette activité exclut les transactions en actions et en instruments d'emprunt entre entreprises affiliées, celles-ci étant classées comme investissement direct étranger dans les comptes internationaux.

Les **actions et parts de fonds d'investissement** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les unités/parts de fonds d'investissement.

Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.

Les **obligations** ont une échéance initiale de plus d'une année.

Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance initiale d'une année ou moins.

Les **effets du gouvernement du Canada** englobent les bons du Trésor ainsi que les billets du gouvernement du Canada libellés en dollars américains.

À moins d'avis contraire, toutes les valeurs figurant dans le présent communiqué correspondent à des opérations nettes.

Tableau 1
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Février 2015	Mars 2015	Avril 2015	Janvier à avril 2014	Janvier à avril 2015
millions de dollars					
Investissements étrangers en titres canadiens	8 789	22 556	12 935	18 476	50 091
Titres d'emprunt	7 192	15 710	9 272	7 378	36 978
Instruments du marché monétaire	-2 183	-5 329	4 237	-1 050	-9 025
Administrations publiques	-2 679	-4 093	2 786	-4 269	-6 982
Administration publique fédérale	-1 455	-1 943	2 994	-4 791	-3 818
Autres administrations publiques	-1 224	-2 150	-208	522	-3 164
Sociétés	496	-1 236	1 451	3 218	-2 042
Entreprises publiques	-243	-840	353	2 752	-895
Sociétés privées	739	-396	1 098	466	-1 147
Obligations	9 376	21 038	5 035	8 428	46 002
Administrations publiques	5 596	4 208	5 784	-7 012	25 306
Administration publique fédérale	10 511	5 161	6 766	-8 862	22 923
Autres administrations publiques	-4 916	-953	-982	1 849	2 383
Sociétés	3 780	16 830	-749	15 441	20 696
Entreprises publiques	5 125	-211	299	4 924	3 638
Sociétés privées	-1 344	17 041	-1 048	10 516	17 059
Actions et parts de fonds d'investissement	1 597	6 846	3 663	11 099	13 113
Investissements canadiens en titres étrangers	9 250	-3 074	6 557	18 457	1 808
Titres d'emprunt	6 767	-7 232	1 846	4 598	773
Instruments du marché monétaire	741	-812	388	597	220
Obligations	6 026	-6 420	1 459	4 002	555
Actions et parts de fonds d'investissement	2 482	4 159	4 711	13 859	1 035

Note(s) : Dans ce tableau, une valeur positive indique une augmentation de l'investissement et une valeur négative indique une diminution de l'investissement. Les transactions sont enregistrées sur une base nette. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Source(s) : Tableau CANSIM [376-0131](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [376-0131](#) à [376-0138](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [1535](#).

Les données de mai sur les opérations internationales du Canada en valeurs mobilières seront diffusées le 16 juillet.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Simard au 613-219-5932 (eric.simard@statcan.gc.ca), Division du commerce et des comptes internationaux.

Postes vacants, moyenne de trois mois se terminant en mars 2015

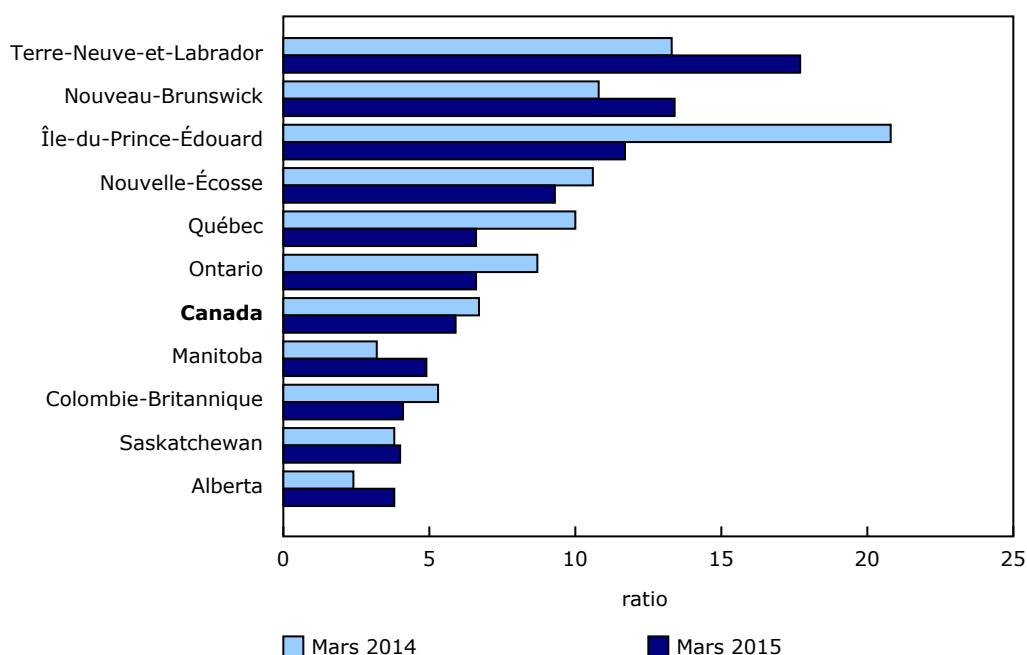
Les entreprises canadiennes ont déclaré 232 000 postes vacants en mars, soit 23 000 de plus que 12 mois plus tôt. Il y avait 5,9 chômeurs pour chaque poste vacant, en baisse par rapport aux 6,7 enregistrés en mars 2014. Cette baisse du ratio s'explique par l'effet combiné de la diminution du nombre de chômeurs et de l'augmentation du nombre de postes vacants.

Le ratio chômeurs-postes vacants diminue dans quatre provinces

Au Québec, il y avait 6,6 chômeurs pour chaque poste vacant, soit un ratio moins élevé que celui de 10,0 observé en mars 2014, le nombre de chômeurs ayant diminué et le nombre de postes vacants ayant augmenté.

Graphique 1

Ratio chômeurs-postes vacants, tous les chômeurs, par province, moyenne de trois mois, mars 2014 et mars 2015



Source(s) : Tableau CANSIM [284-0003](#).

En Ontario, le ratio chômeurs-postes vacants a diminué, passant de 8,7 à 6,6 au cours des 12 mois ayant pris fin en mars, sous l'effet combiné de la hausse du nombre de postes vacants et de la baisse du nombre de chômeurs dans la province. En Colombie-Britannique, le ratio a connu une baisse, passant de 5,3 à 4,1 au cours de la même période, en raison de la hausse du nombre de postes vacants dans la province.

À l'Île-du-Prince-Édouard, le ratio a diminué pour passer de 20,8 à 11,7 au cours des 12 mois ayant pris fin en mars. La baisse du ratio est le résultat de l'augmentation du nombre de postes vacants dans la province (voir la section « Qualité des données » dans la note aux lecteurs).

Au Manitoba, le ratio chômeurs-postes vacants a augmenté pour passer de 3,2 en mars 2014 à 4,9 en mars 2015, le nombre de postes vacants ayant diminué dans la province. En revanche, en Alberta, le ratio a augmenté en raison de la hausse du nombre de chômeurs et de la baisse du nombre de postes vacants, le ratio passant de 2,4 à 3,8 au cours de la même période.

Dans les autres provinces, le ratio chômeurs-postes vacants a peu varié par rapport à un an plus tôt.

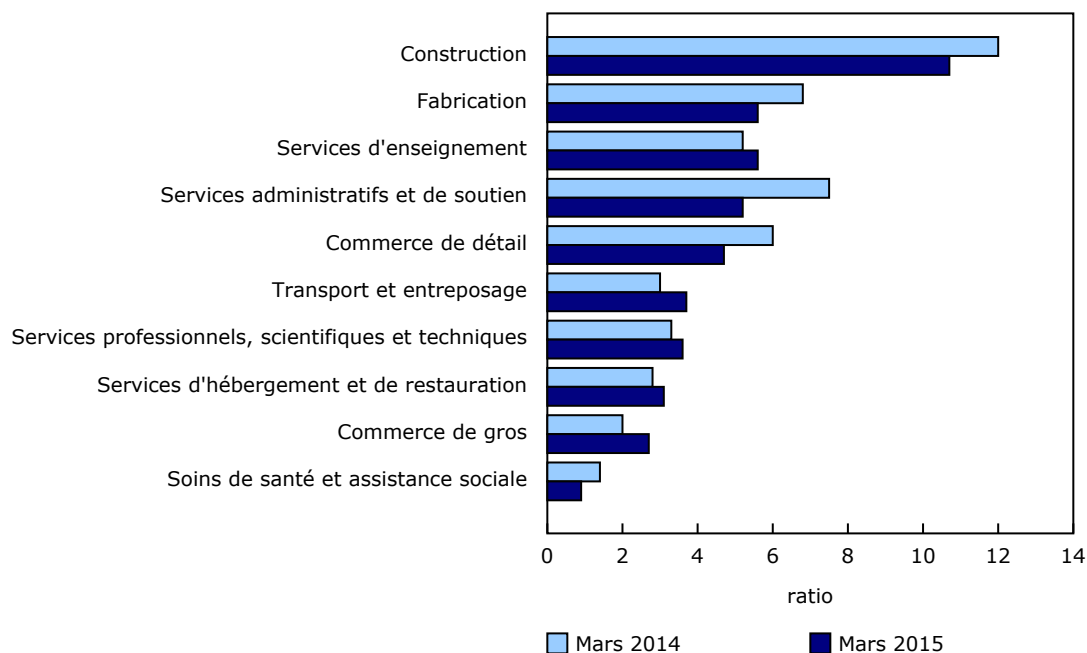
Ratio par secteur d'activité

L'analyse du ratio chômeurs-postes vacants selon le secteur d'activité se limite aux personnes qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents, car les données sur le chômage par secteur ne sont disponibles que pour ce groupe.

Parmi les 10 principaux secteurs d'activité, celui de la construction comptait le nombre le plus élevé de chômeurs par poste vacant, soit 10,7 en mars, chiffre qui a peu varié par rapport à mars 2014. Comme le chômage suit des cycles saisonniers dans ce secteur, le ratio tend à être plus élevé au cours des mois d'hiver et à être plus faible pendant l'été.

Graphique 2

Ratio chômeurs-postes vacants par principaux secteurs d'activité, chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents, moyenne de trois mois, mars 2014 et mars 2015



Source(s) : Tableau CANSIM 284-0003.

Dans les services administratifs et de soutien, le ratio a diminué pour passer de 7,5 à 5,2 au cours des 12 mois ayant pris fin en mars, le nombre de postes vacants ayant augmenté plus rapidement que le nombre de chômeurs dont le dernier emploi était dans ce secteur.

Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a affiché un ratio de 0,9 chômeur par poste vacant en mars, en baisse par rapport à celui de 1,4 enregistré 12 mois plus tôt. Cette diminution est attribuable à la hausse du nombre de postes vacants dans ce secteur.

Le ratio chômeurs-postes vacants dans le commerce de gros a augmenté pour passer de 2,0 à 2,7 au cours des 12 mois ayant pris fin en mars, en raison de l'augmentation du nombre de chômeurs dont le dernier emploi était dans ce secteur.

Parmi les secteurs d'activité plus petits, le ratio dans le secteur de l'information et de la culture a diminué pour passer de 3,0 en mars 2014 à 1,8 en mars 2015, le nombre de chômeurs ayant diminué. Dans le secteur de la finance et des assurances, le ratio a baissé pour passer de 1,5 à 1,0, en raison de l'augmentation du nombre de postes vacants dans ce secteur.

Au cours de la même période, le ratio chômeurs-postes vacants a augmenté pour passer de 4,6 à 8,5 dans les arts, spectacles et loisirs, et de 2,6 à 5,1 dans les « autres services », les deux secteurs ayant affiché des baisses dans le nombre de postes vacants.

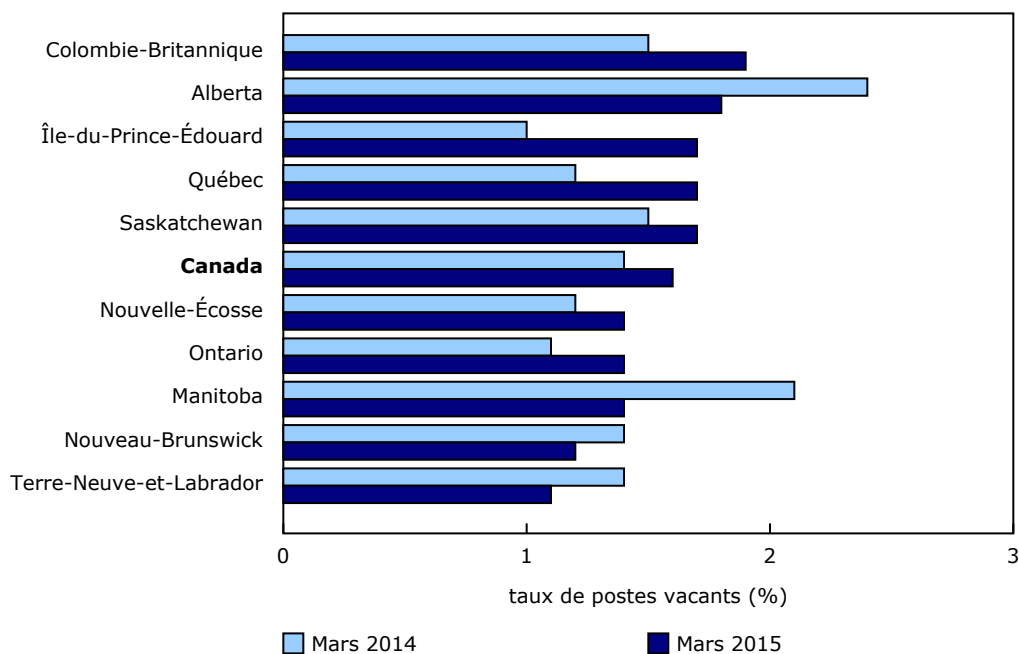
Le ratio a peu varié dans les autres secteurs d'activité.

Taux de postes vacants

Les données de cette enquête servent aussi à calculer le taux de postes vacants, qui est défini comme le nombre de postes vacants divisé par la demande de travail totale, c'est-à-dire la somme des postes occupés et des postes vacants. Il correspond à la proportion des postes inoccupés par rapport à l'ensemble des postes salariés disponibles. Des taux de postes vacants élevés sont souvent associés à des périodes de croissance économique, alors que de faibles taux peuvent être associés à des périodes de ralentissement de la croissance ou de repli économique.

En mars, le taux national de postes vacants dans les entreprises canadiennes s'est établi à 1,6 %, en hausse par rapport au taux de 1,4 % enregistré un an plus tôt.

Graphique 3
Taux de postes vacants, par province, moyenne de trois mois, mars 2014 et mars 2015



Source(s) : Tableau CANSIM 284-0001.

Le taux de postes vacants a varié dans six provinces au cours des 12 mois ayant pris fin en mars.

De mars 2014 à mars 2015, le taux a augmenté pour passer de 1,5 % à 1,9 % en Colombie-Britannique, de 1,0 % à 1,7 % à l'Île-du-Prince-Édouard, de 1,2 % à 1,7 % au Québec et de 1,1 % à 1,4 % en Ontario.

En revanche, le taux a diminué pour passer de 2,4 % à 1,8 % en Alberta et de 2,1 % à 1,4 % au Manitoba.

Taux de postes vacants par secteur

Par rapport à 12 mois plus tôt, le taux de postes vacants a augmenté dans trois secteurs d'activité, a diminué dans cinq et a peu varié dans les autres secteurs.

Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale affichait un taux de 2,8 % en mars, en hausse par rapport au taux de 1,6 % observé un an plus tôt. Il y avait 51 000 postes vacants dans ce secteur en mars.

Dans les services administratifs et de soutien, le taux de postes vacants a augmenté, passant de 1,1 % à 2,2 % au cours des 12 mois ayant pris fin en mars. Ce secteur comptait 17 000 postes vacants en mars. Le secteur de la finance et des assurances affichait un taux de 2,0 % en mars, en hausse par rapport au taux de 1,1 % observé un an plus tôt. Il y avait 14 000 postes vacants dans ce secteur.

Au cours de la période de 12 mois ayant pris fin en mars, le taux a diminué dans le secteur des arts, des spectacles et des loisirs, passant de 2,4 % à 1,4 %. Il y avait 3 400 postes vacants dans ce secteur.

Dans les services professionnels, scientifiques et techniques, le taux de postes vacants a diminué pour passer de 1,9 % à 1,4 % au cours de la période de 12 mois, et il y avait 12 000 postes vacants dans ce secteur en mars. Le taux a aussi diminué pour passer de 1,9 % à 1,4 % dans le secteur du transport et de l'entreposage, qui comptait 11 000 postes vacants.

Au cours de la même période, le taux de postes vacants dans les « autres services » a diminué pour passer de 1,9 % à 1,1 %, le secteur comptant 5 800 postes vacants en mars. Le taux a diminué dans les administrations publiques régionales et autochtones, passant de 1,4 % à 1,1 %, et le secteur comptait 5 100 postes vacants.

Révisions historiques

Des statistiques révisées sur les postes vacants sont disponibles depuis le 21 avril 2015. Les séries des Statistiques sur les postes vacants ont été révisées rétroactivement à 2011. Cette révision est le résultat des révisions qui ont été apportées aux données de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, qui est la source des statistiques sur l'emploi salarié, de même que des révisions aux données de l'Enquête sur la population active (EPA), qui est la source des statistiques sur le chômage.

Note aux lecteurs

Les estimations sur les postes vacants sont recueillies dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises (ERE), une enquête mensuelle. Depuis le mois de référence de janvier 2011, deux questions supplémentaires sont posées dans l'ERE, qui constitue le volet d'enquête de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. Ces questions visent à déterminer s'il y avait des postes vacants le dernier jour ouvrable du mois et, le cas échéant, le nombre de ces postes.

La population cible est semblable à celle de l'ERE et comprend tous les employeurs du Canada, sauf ceux dont l'activité principale relève des secteurs de l'agriculture, de la pêche et du piégeage, des services aux ménages privés, des organismes religieux et du personnel militaire des services de la défense. Les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales sont également exclues, ce qui n'est pas le cas dans l'ERE.

Dans chaque communiqué, les estimations pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision. Les estimations du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à demander et à utiliser les estimations les plus à jour pour chaque mois.

Qualité des données

Les estimations sur les postes vacants aussi bien que celles sur le chômage sont fondées sur des échantillons, et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Les estimations visant les régions géographiques et les branches d'activité affichant un plus petit nombre de postes vacants ou de chômeurs sont sujettes à une variabilité d'échantillonnage plus importante.

Pour tenir compte de la variabilité d'échantillonnage, les différences entre les estimations sont présentées dans cette analyse uniquement lorsqu'elles sont statistiquement significatives à un intervalle de confiance de 68 %.

Les estimations des postes vacants, de la demande de travail et du chômage ainsi que les taux connexes ne sont pas désaisonnalisés, de sorte que les comparaisons ne devraient être faites que d'une année à l'autre. Étant donné qu'il s'agit d'une série de données relativement nouvelle, les tendances à long terme ne sont pas encore disponibles; par conséquent, ces données doivent être interprétées avec prudence.

Toutes les estimations sont fondées sur des moyennes mobiles de trois mois. Ainsi, les estimations du mois courant sont fondées sur la moyenne des estimations du mois courant et des deux mois précédents.

Définitions

Postes vacants : Un poste est considéré comme « vacant » s'il satisfait aux trois conditions suivantes : il existe un poste précis, le travail pourrait débuter dans les 30 jours et l'employeur cherche activement des employés hors de l'organisation pour doter ce poste.

Demande de travail : La demande de travail totale correspond à la somme de la demande de travail satisfaite (postes salariés occupés) et de la demande de travail insatisfaite (postes vacants).

Principaux secteurs d'activité : Il s'agit des secteurs affichant les effectifs les plus importants de salariés pour lesquels des données publiables sur les postes vacants sont disponibles.

Taux de postes vacants : Le taux de postes vacants correspond au nombre de postes vacants divisé par la demande de travail totale, c'est-à-dire la somme des postes vacants et des postes occupés.

Ratios chômeurs-postes vacants

Tous les chômeurs : Le ratio chômeurs-postes vacants pour tous les chômeurs correspond au nombre total de chômeurs, peu importe leur expérience antérieure de travail, selon les données de l'EPA, divisé par le nombre de postes vacants. Ce ratio indique le nombre de chômeurs disponibles pour chaque poste vacant et constitue une mesure de la tension sur le marché du travail.

Par secteur : Pour chaque secteur, le ratio correspond au nombre de chômeurs ayant travaillé dans le secteur au cours des 12 mois précédents, selon les données de l'EPA, divisé par le nombre de postes vacants dans le même secteur. Sont exclus les nouveaux arrivants sur le marché du travail, de même que les chômeurs qui n'ont pas travaillé au cours des 12 mois précédents. Les données sur le chômage par secteur ne sont disponibles que pour les personnes qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents.

L'utilisation des estimations visant le secteur du dernier emploi occupé par le chômeur ne signifie pas que le chômeur en question a continué de chercher du travail dans ce secteur. Ce ratio indique le nombre de chômeurs dont le dernier emploi se trouvait dans le secteur en question pour chaque poste vacant dans ce secteur. Il constitue une mesure de la tension sur le marché du travail dans ce secteur.

Tableau 1
Nombre de chômeurs, nombre de postes vacants et ratio chômeurs-postes vacants, par province et territoire

	Moyenne de trois mois se terminant en mars 2014			Moyenne de trois mois se terminant en mars 2015			Mars 2014 à mars 2015		
	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants
	milliers		ratio	milliers		ratio	variation en milliers		variation
Canada	1 404,1	208,4	6,7	1 365,9	231,7	5,9	-38,2	23,3	-0,8
Terre-Neuve-et-Labrador	35,9	2,7 ^E	13,3 ^E	37,6	2,1	17,7	1,7	-0,6	4,4
Île-du-Prince-Édouard	11,1	0,5	20,8	10,4	0,9	11,7	-0,7	0,4	-9,1
Nouvelle-Écosse	48,5	4,6	10,6	47,3	5,1	9,3	-1,2	0,5	-1,3
Nouveau-Brunswick	42,8	4,0 ^E	10,8 ^E	44,4	3,3	13,4	1,6	-0,7	2,6
Québec	377,3	37,9	10,0	354,0	54,0	6,6	-23,3	16,1	-3,4
Ontario	553,3	63,3	8,7	515,1	78,6	6,6	-38,2	15,3	-2,1
Manitoba	36,5	11,4	3,2	37,8	7,7	4,9	1,3	-3,7	1,7
Saskatchewan	26,4	7,0	3,8	30,1	7,5	4,0	3,7	0,5	0,2
Alberta	110,6	46,8	2,4	133,3	35,1	3,8	22,7	-11,7	1,4
Colombie-Britannique	156,7	29,3	5,3	150,9	36,5	4,1	-5,8	7,2	-1,2
Yukon	1,2	0,3	4,0 ^E	1,4	0,3	5,0	0,2	0,0	1,0
Territoires du Nord-Ouest	1,8	0,5	3,8	1,9	0,5	3,9 ^E	0,1	0,0	0,1
Nunavut	1,8	0,1 ^E	17,7 ^E	1,7	0,1 ^E	14,6 ^E	-0,1	0,0	-3,1

^E à utiliser avec prudence

Note(s) : Le nombre de chômeurs ainsi que le ratio comprennent tous les chômeurs, peu importe leur expérience de travail antérieure.

Source(s) : Tableau de CANSIM [284-0003](#).

Tableau 2
Nombre de chômeurs, nombre de postes vacants, et ratio chômeurs-postes vacants, par secteur

	Moyenne de trois mois se terminant en mars 2014			Moyenne de trois mois se terminant en mars 2015			Mars 2014 à mars 2015		
	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants
	milliers		ratio	milliers		ratio	variation en milliers		variation
Tous les chômeurs¹	1 404,1	208,4	6,7	1 365,9	231,7	5,9	-38,2	23,3	-0,8
Chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents pour tous les secteurs	869,2	208,4	4,2	879,4	231,7	3,8	10,2	23,3	-0,4
Foresterie, exploitation et soutien	9,6	F	F	x	x	x	x	x	x
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	15,0	F	F	29,5	2,1	14,2	14,5	F	F
Services publics	1,8 ^E	1,6 ^E	F	x	x	x	x	x	x
Construction	180,1	15,0	12,0	181,0	16,9 ^E	10,7 ^E	0,9	1,9	-1,3
Fabrication	107,4	15,7	6,8	98,9	17,5	5,6	-8,5	1,8	-1,2
Commerce de gros	17,4	8,9	2,0	24,7	9,0	2,7	7,3	0,1	0,7
Commerce de détail	117,9	19,7	6,0	101,2	21,4	4,7	-16,7	1,7	-1,3
Transport et entreposage	41,7	13,9	3,0	39,4	10,6	3,7	-2,3	-3,3	0,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	19,6	6,5 ^E	3,0 ^E	11,8	6,7	1,8 ^E	-7,8	0,2	-1,2
Finance et assurances	12,0	8,0	1,5 ^E	14,7	14,1	1,0	2,7	6,1	-0,5
Services immobiliers, de location et de location à bail	13,3	F	F	11,0	2,5 ^E	F	-2,3	F	F
Services professionnels, scientifiques et techniques	51,6	15,7	3,3	44,5	12,3	3,6	-7,1	-3,4	0,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	..	F	F	F	..
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	62,7	8,3	7,5	86,6	16,6	5,2	23,9	8,3	-2,3
Services d'enseignement	25,0	4,8	5,2	27,0	4,8	5,6	2,0	0,0	0,4
Soins de santé et assistance sociale	42,1	29,3	1,4	44,1	51,4	0,9	2,0	22,1	-0,5
Arts, spectacles et loisirs	26,2	5,7	4,6	28,6	3,4	8,5 ^E	2,4	-2,3	3,9
Services d'hébergement et de restauration	87,3	31,3	2,8	87,2	27,7	3,1	-0,1	-3,6	0,3
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	27,0	10,4 ^E	2,6 ^E	29,3	5,8	5,1	2,3	-4,6	2,5
Administrations publiques régionales et autochtones	11,3	6,6	1,7	6,9	5,1	1,4	-4,4	-1,5	-0,3

.. indisponible pour une période de référence précise

x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*

E à utiliser avec prudence

F trop peu fiable pour être publié

1. Pour tous les chômeurs, le nombre de chômeurs ainsi que le ratio comprennent tous les chômeurs, peu importe leur expérience de travail antérieure.

Note(s) : Le nombre de chômeurs ainsi que le ratio pour « Chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents pour tous les secteurs » et par secteur comprennent uniquement les chômeurs qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents.

Source(s) : Tableau de CANSIM [284-0003](#).

Tableau 3
Nombre et taux de postes vacants, par province et territoire

	Moyenne de trois mois se terminant en mars 2014		Moyenne de trois mois se terminant en mars 2015		Mars 2014 à mars 2015		
	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants
	milliers	%	milliers	%	variation en milliers	variation en %	variation en points de pourcentage
Canada	208,4	1,4	231,7	1,6	23,3	11,2	0,2
Terre-Neuve-et-Labrador	2,7 ^E	1,4 ^E	2,1	1,1	-0,6	-22,2	-0,3
Île-du-Prince-Édouard	0,5	1,0	0,9	1,7	0,4	80,0	0,7
Nouvelle-Écosse	4,6	1,2	5,1	1,4	0,5	10,9	0,2
Nouveau-Brunswick	4,0 ^E	1,4 ^E	3,3	1,2	-0,7	-17,5	-0,2
Québec	37,9	1,2	54,0	1,7	16,1	42,5	0,5
Ontario	63,3	1,1	78,6	1,4	15,3	24,2	0,3
Manitoba	11,4	2,1	7,7	1,4	-3,7	-32,5	-0,7
Saskatchewan	7,0	1,5	7,5	1,7	0,5	7,1	0,2
Alberta	46,8	2,4	35,1	1,8	-11,7	-25,0	-0,6
Colombie-Britannique	29,3	1,5	36,5	1,9	7,2	24,6	0,4
Yukon	0,3	1,9	0,3	1,8	0,0	0,0	-0,1
Territoires du Nord-Ouest	0,5	2,1	0,5	2,2	0,0	0,0	0,1
Nunavut	0,1 ^E	1,0 ^E	0,1 ^E	1,1	0,0	0,0	0,1

^E à utiliser avec prudence

Source(s) : Tableau de CANSIM [284-0001](#).

Tableau 4
Nombre et taux de postes vacants par secteur

	Moyenne de trois mois se terminant en mars 2014		Moyenne de trois mois se terminant en mars 2015		Mars 2014 à mars 2015		
	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants
	milliers	%	milliers	%	variation en milliers	variation en %	variation en points de pourcentage
Ensemble des secteurs	208,4	1,4	231,7	1,6	23,3	11,2	0,2
Foresterie, exploitation et soutien	F	F	x	x	x	x	x
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	F	F	2,1	0,9	F	F	F
Services publics	1,6 ^E	1,3 ^E	x	x	x	x	x
Construction	15,0	1,7	16,9 ^E	1,9 ^E	1,9	12,7	0,2
Fabrication	15,7	1,1	17,5	1,2	1,8	11,5	0,1
Commerce de gros	8,9	1,2	9,0	1,2	0,1	1,1	0,0
Commerce de détail	19,7	1,0	21,4	1,1	1,7	8,6	0,1
Transport et entreposage	13,9	1,9	10,6	1,4	-3,3	-23,7	-0,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	6,5 ^E	2,0	6,7	2,1	0,2	3,1	0,1
Finance et assurances	8,0	1,1	14,1	2,0	6,1	76,3	0,9
Services immobiliers, de location et de location à bail	F	1,2 ^E	2,5 ^E	0,9 ^E	F	F	-0,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	15,7	1,9	12,3	1,4	-3,4	-21,7	-0,5
Gestion de sociétés et d'entreprises	F	F	F	F	F	F	F
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	8,3	1,1	16,6	2,2	8,3	100,0	1,1
Services d'enseignement	4,8	0,4	4,8	0,4	0,0	0,0	0,0
Soins de santé et assistance sociale	29,3	1,6	51,4	2,8	22,1	75,4	1,2
Arts, spectacles et loisirs	5,7	2,4	3,4	1,4	-2,3	-40,4	-1,0
Services d'hébergement et de restauration	31,3	2,7	27,7	2,3	-3,6	-11,5	-0,4
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	10,4 ^E	1,9 ^E	5,8	1,1	-4,6	-44,2	-0,8
Administrations publiques régionales et autochtones	6,6	1,4	5,1	1,1	-1,5	-22,7	-0,3

x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*

E à utiliser avec prudence

F trop peu fiable pour être publié

Source(s) : Tableau de CANSIM 284-0001.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [284-0001](#) et [284-0003](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5202](#).

La diffusion des données d'avril sur les postes vacants aura lieu le 21 juillet.

Il est possible d'obtenir plus d'information en ligne sur les concepts et l'utilisation des Statistiques sur les postes vacants dans le *Guide des Statistiques sur les postes vacants (72-210-G)*, à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Emmanuelle Bourbeau au 613-951-3007 (emmanuelle.bourbeau@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Radiodiffusion privée, 2014

Une année stable pour les radios canadiennes

Les recettes d'exploitation dans le secteur de la radiodiffusion privée étaient pratiquement inchangées, en légère baisse de 0,5 % par rapport à 2013 pour se situer à 1,6 milliard de dollars en 2014. Il s'agit de la première baisse des recettes depuis 2009.

Les dépenses d'exploitation ont augmenté de 1,6 % pour se situer à 1,3 milliard de dollars. La marge bénéficiaire avant intérêts et impôts a diminué pour passer de 20,3 % en 2013 à 18,6 % en 2014, les profits avant intérêts et impôts s'étant chiffrés à 300,4 millions de dollars.

En 2014, 98,5 % des recettes d'exploitation totales de la radiodiffusion privée provenaient de la vente de publicité. Bien que la vente de publicité locale ait atteint 1,1 milliard de dollars, sa contribution à l'ensemble des revenus publicitaires de la radiodiffusion privée a diminué au profit de la publicité nationale et de réseau. En 2014, le marché de la publicité locale constituait 67,7 % des recettes d'exploitation totales, soit la plus faible contribution jamais enregistrée, comparativement à 30,8 % pour la publicité nationale et de réseau.

Baisse de la marge bénéficiaire avant intérêts et impôts dans toutes les provinces sauf au Québec

Le Québec a été la seule province à enregistrer une hausse de la marge bénéficiaire avant intérêts et impôts dans le secteur de la radiodiffusion privée en 2014. Ainsi, les stations de radio québécoises ont vu leur marge bénéficiaire avant intérêts et impôts croître pour passer de 15,9 % à 18,2 %, les profits avant intérêts et impôts ayant atteint 57,1 millions de dollars en 2014.

Les radiodiffuseurs privés de l'Alberta ont été les plus rentables au pays en 2014, ayant enregistré une marge bénéficiaire avant intérêts et impôts de 22,2 %, laquelle était toutefois inférieure par rapport à la marge de 24,5 % observée en 2013. L'Ontario s'est glissé au deuxième rang au chapitre de la rentabilité totale, ayant enregistré une marge bénéficiaire avant intérêts et impôts de 21,7 %. Sa marge bénéficiaire avait été de 24,0 % en 2013.

C'est en Saskatchewan, au Manitoba et dans la région composée de la Colombie-Britannique et des territoires que la marge bénéficiaire avant intérêts et impôts a diminué le plus en 2014. En Saskatchewan, la marge bénéficiaire avant intérêts et impôts a fléchi pour passer de 12,1 % en 2013 à 9,4 % en 2014. En Colombie-Britannique et dans les territoires, des recettes plus faibles et des dépenses d'exploitation plus élevées sont à l'origine d'une baisse de la marge bénéficiaire avant intérêts et impôts, laquelle est passée de 18,3 % à 13,7 %.

Outre le Québec, le Manitoba a été la seule autre province à observer une hausse des recettes d'exploitation, qui sont passées de 61,0 millions de dollars en 2013 à 61,6 millions de dollars en 2014. Toutefois, une croissance de 6,0 % des dépenses d'exploitation a réduit les profits avant intérêts et impôts, ceux-ci passant de 9,7 millions de dollars en 2013 à 7,3 millions de dollars en 2014.

Les provinces de l'Atlantique ont connu une légère diminution de leurs recettes et de leurs dépenses, soit 0,5 % dans les deux cas. La marge bénéficiaire avant intérêts et impôts était inchangée, s'étant établie à 15,1 % en 2014.

La marge bénéficiaire avant intérêts et impôts pour le secteur de la radio privée AM diminue de nouveau

En 2014, la marge bénéficiaire avant intérêts et impôts pour le secteur de la radio privée AM a diminué pour une deuxième année consécutive, se situant à 4,6 %, soit sous la barre des 5 % pour la première fois depuis 2007. Cette baisse s'explique par une diminution de 1,3 % des recettes d'exploitation, lesquelles sont passées de 294,5 millions de dollars en 2013 à 290,7 millions de dollars en 2014. Le nombre de stations de radio AM continue à diminuer, mais à un rythme plus lent que celui enregistré au cours de la période allant de 2008 à 2012, passant de 128 stations en 2013 à 126 en 2014.

Dans le secteur de la radio privée FM, les recettes d'exploitation ont légèrement baissé de 0,3 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars en 2014. La marge bénéficiaire avant intérêts et impôts a diminué pour passer de 22,8 % à 21,6 %, ce qui s'est traduit par des profits avant intérêts et impôts de 287,1 millions de dollars.

Hausse des recettes des stations de radio francophones et allophones

Les recettes d'exploitation des stations de radio francophones se sont accrues de 2,1 % en 2014 pour atteindre 267,4 millions de dollars. Leur marge bénéficiaire avant intérêts et impôts a augmenté, passant de 14,2 % à 16,5 %, soit la hausse la plus marquée depuis 2010.

Les stations de radio allophones ont vu leur marge bénéficiaire avant intérêts et impôts se chiffrer à 14,9 % en 2014, en hausse par rapport à 11,3 % en 2013, les profits avant intérêts et impôts s'étant établis à 7,3 millions de dollars. Cette augmentation est attribuable à un accroissement des recettes de 0,4 % et une diminution des dépenses d'exploitation de 3,7 %.

Les stations de radio anglophones ont vu leurs recettes d'exploitation diminuer de 1,1 % en 2014 pour atteindre 1,3 milliard de dollars. Par conséquent, leur marge bénéficiaire avant intérêts et impôts a diminué pour passer de 21,8 % en 2013 à 19,1 % en 2014.

Tableau 1
Recettes publicitaires : radiodiffuseurs privés

	2013	2014	2013 à 2014
	millions de dollars		variation en %
Tous les radiodiffuseurs	1 603,9	1 592,5	-0,7
Stations AM	286,8	283,4	-1,2
Stations FM	1 317,1	1 309,1	-0,6
Tous les marchés	1 603,9	1 592,5	-0,7
Cinq plus grandes régions métropolitaines de recensement	719,4	711,7	-1,1
Autres régions métropolitaines de recensement	438,4	433,1	-1,2
Régions à l'extérieur des régions métropolitaines de recensement	446,1	447,8	0,4

Source(s) : Tableaux CANSIM [357-0002](#) et [357-0003](#).

Tableau 2
Marge bénéficiaire avant intérêts et impôts¹ : radiodiffuseurs privés

	2013	2014
	%	
Tous les radiodiffuseurs	20,3	18,6
Stations AM	8,5	4,6
Stations FM	22,8	21,6
Tous les marchés	20,3	18,6
Cinq plus grandes régions métropolitaines de recensement	26,1	23,8
Autres régions métropolitaines de recensement	16,2	14,6
Régions à l'extérieur des régions métropolitaines de recensement	14,8	14,2

1. La marge bénéficiaire est calculée en divisant les bénéfices avant intérêts et impôts par les recettes d'exploitation totales.

Source(s) : Tableaux CANSIM [357-0002](#) et [357-0003](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [357-0002](#) et [357-0003](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2724](#).

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Dany Gravel au 613-864-1350 (dany.gravel@statcan.gc.ca), Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Étude : Indications empiriques du rapport entre le commerce et la productivité basées sur des données au niveau des entreprises canadiennes

La productivité du Canada est le reflet des changements qui ont touché l'environnement commercial canadien et qui ont facilité ou compliqué l'accès aux marchés d'exportation pour les fabricants canadiens. Dans le but de mieux comprendre ce lien, Statistique Canada a mené un ensemble d'études afin de déterminer si et comment les changements dans l'environnement commercial ont contribué à la croissance de la productivité dans le secteur de la fabrication.

Un nouveau document de recherche, « [Indications empiriques du rapport entre le commerce et la productivité basées sur des données au niveau des entreprises canadiennes](#) », propose un tour d'horizon des principales constatations empiriques relatives au Canada, l'accent étant mis sur les études qui analysent la façon dont le secteur de la fabrication s'est adapté par suite de la libéralisation des échanges des années 1990 et de la forte appréciation du dollar canadien au cours des années 2000.

L'un des thèmes communs mis en relief par les recherches au niveau des entreprises est que l'adaptation à des marchés nouveaux et plus vastes, qu'ils soient nationaux ou étrangers, favorise la croissance de la productivité. Les marchés plus grands contribuent à hausser la productivité en permettant aux entreprises de tirer parti d'économies d'échelle ou de fabriquer des produits plus spécialisés, en les encourageant à accroître leur efficacité pour répondre aux pressions concurrentielles plus fortes, et en leur offrant davantage d'incitations et de possibilités en vue d'investir dans l'innovation.

Les données empiriques semblent en outre indiquer qu'il existe un processus d'apprentissage par l'exportation, c'est-à-dire l'apprentissage auprès des acheteurs étrangers, ce qui permet aux exportateurs de tirer parti de l'adoption de technologies étrangères et d'accroître l'innovation.

L'accès à de plus vastes marchés ne profite pas automatiquement à tous les exportateurs. Les établissements qui en profitent sont ceux qui investissent dans les technologies de pointe, la recherche et développement et la formation, soit autant d'aspects qui aident à se doter de la capacité d'assimiler les pratiques exemplaires à l'échelle internationale.

Il ressort des résultats empiriques que la réaffectation des ressources des entreprises moins efficaces aux entreprises plus efficaces est un autre élément important à l'origine de l'augmentation de la productivité qui a accompagné la libéralisation des échanges. Les réductions tarifaires ont entraîné la sortie des entreprises les moins productives et l'expansion des entreprises les plus productives.

L'ampleur des hausses de productivité engendrées par les échanges commerciaux sera parfois atténuée par des changements touchant le taux de change, qui ont une incidence sur la compétitivité des exportateurs. Certains faits observés récemment font ressortir les défis rencontrés par le secteur canadien de la fabrication, qui a procédé à des investissements massifs dans les années 1990 pour alimenter les nouveaux marchés américains, et qui a dû composer avec une présence plus faible sur ces marchés, une décennie plus tard, en raison de l'appréciation marquée du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

Note aux lecteurs

Les études examinées dans le présent document font appel à des bases de microdonnées élaborées à des fins de recherche au Centre canadien d'élaboration de données et de recherche économique de Statistique Canada, à partir de sources comme l'Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, l'Enquête sur les innovations et les technologies de pointe de 1993 et l'Enquête sur le milieu de travail et les employés.

Le document de recherche « [Indications empiriques du rapport entre le commerce et la productivité basées sur des données au niveau des entreprises canadiennes](#) », qui fait partie de la *Série de documents de recherche sur l'analyse économique (11F0027M)*, est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Des études similaires sont accessibles dans le module [Mise à jour sur l'analyse économique](#) de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Danny Leung au 613-951-2574 (danny.leung@statcan.gc.ca), Division de l'analyse économique.

Exportations des grains, selon les destinations finales, avril 2015

Il est maintenant possible de consulter les données d'avril sur les exportations des grains, selon les destinations finales.

Les données sur l'expédition de neuf sortes de grains sont disponibles par mois ainsi que par région et pays de destination.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué offre des données sur les sortes de grains suivants : le blé (sauf le blé dur), le canola, le blé dur, le seigle, l'avoine, l'orge, le lin, la farine de blé et le malt.

Données offertes dans CANSIM : tableau [001-0015](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2201](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE) : « Indications empiriques du rapport entre le commerce et la productivité basées sur des données au niveau des entreprises canadiennes », n° 97

Numéro au catalogue [11F0027M2015097](#) (HTML | PDF)



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2015. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>